



HAL
open science

Entreprendre en politique. Les carrières militantes des fondateurs de SOS-Racisme

Philippe Juhem

► **To cite this version:**

Philippe Juhem. Entreprendre en politique. Les carrières militantes des fondateurs de SOS-Racisme. Revue Française de Science Politique, 2001, vol. 51 (n° 1-2), p. 131-153. halshs-00131784

HAL Id: halshs-00131784

<https://shs.hal.science/halshs-00131784>

Submitted on 19 Feb 2007

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

ENTREPRENDRE EN POLITIQUE DE L'EXTRÊME GAUCHE AU PS : LA PROFESSIONNALISATION POLITIQUE DES FONDATEURS DE SOS-RACISME

PHILIPPE JUHEM

Toutes les configurations politiques et toutes les périodes ne suscitent pas le même niveau d'engagement militant. La décennie 1970 a connu un accroissement sensible du niveau de l'action collective et une généralisation relative des postures militantes. Au contraire, la décennie suivante est réputée avoir été celle du recul du militantisme et celle de la « fin des idéologies ». Comment comprendre les fluctuations de l'engagement militant au cours des années 1968-1990 et la logique des trajectoires politiques souvent parallèles des jeunes militants, provenant des multiples groupes de l'extrême gauche mais abandonnant ceux-ci pour aller irriguer l'ensemble des organisations politiques ou syndicales « progressistes » ? Le caractère analogue de ces parcours politiques laisse penser que des contraintes similaires – aux particularités organisationnelles près – ont façonné les trajectoires de ces militants. En nous attachant à analyser les carrières militantes de Julien Dray et du groupe Questions socialistes¹, nous chercherons à comprendre les logiques de leur engagement initial au sein de la LCR puis celles de leur investissement dans des organisations étudiantes d'extrême gauche et enfin les raisons de leur entrée dans le parti socialiste. En retraçant leur trajectoire politique et universitaire jusqu'en 1983, nous chercherons à montrer que leur action militante – notamment la fondation de SOS-Racisme² – est la résultante des contraintes à la fois politiques, organisationnelles et professionnelles qui vont s'exercer entre 1976 et 1984 sur le groupe militant organisé autour de Julien Dray. Nous montrerons ensuite comment l'engagement étudiant et antiraciste a représenté pour ce groupe, mais aussi pour celui de Jean-Christophe Cambadélis, une phase déterminante de la constitution d'un capital politique susceptible d'être valorisé au sein du parti socialiste. Notre thèse est que pour le groupe *outsider* de Julien Dray, comme pour le groupe dominant de Jean-Christophe Cambadélis, le passage de l'extrême gauche au PS – c'est-à-dire un moment crucial de leur trajectoire militante – résultera, d'une part, de la nécessité d'acquérir – pour une *génération* particulière de cadres politiques étudiants entrés en politique durant l'après-68 et dépassant les trente ans en 1983 – des posi-

1. Questions socialistes était le groupe qu'avaient formé Julien Dray et les quelques militants qui l'accompagnaient en quittant la LCR. Questions socialistes deviendra la Nouvelle école socialiste après la fondation de SOS-Racisme puis la Gauche socialiste. Cf. Pierre Turpin, *Les révolutionnaires dans la France social-démocrate (1981-1995)*, Paris, L'Harmattan, 1997, p. 114-115.

2. Rappelons que SOS-Racisme est une association antiraciste fondée en 1984 – immédiatement après les premiers succès électoraux du Front national – qui, par la diffusion d'un badge et l'organisation de rassemblements musicaux militants, est parvenue à susciter l'attention des journalistes. Harlem Désir, après en avoir été président pendant huit ans, a été élu député européen sur la liste du parti socialiste en 1999. Sur le rôle de la presse dans le succès de SOS-Racisme, cf. Philippe Juhem, « La participation des journalistes à l'émergence des mouvements sociaux. Le cas de SOS-Racisme », *Réseaux*, 17(98), 1999, p. 119-152.

tions professionnelles correspondant à leur statut militant, et, d'autre part, des opportunités de promotions et de reclassements ouverts par l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981. La carrière militante des membres de ces groupes apparaît alors comme une succession de reconversions indissociablement idéologiques et professionnelles qui s'imposent aux militants en fonction des espaces sociaux qu'ils investissent et des opportunités que leur procure chaque nouvelle étape du processus d'accumulation de ressources politiques.

LE MILITANTISME APRÈS MAI : UNE CONFIGURATION FAVORABLE À L'ENGAGEMENT

Les futurs fondateurs de SOS¹ entrent au lycée et en militantisme dans la configuration politique particulière qui suit Mai 68. Alors qu'avant 1968, les organisations et l'offre politique « d'extrême gauche » restaient confinées dans certains sites restreints – en particulier quelques enclaves parisiennes du monde de l'université –, la publicité que leur donnent les événements de Mai va élargir leur diffusion à des acteurs jusqu'alors peu concernés par l'action politique, notamment les lycéens des principaux lycées urbains et l'ensemble des étudiants de sensibilité « de gauche »². Les événements de 1968 et le maintien au pouvoir du personnel politique gaulliste puis giscardien vont contribuer à orienter durablement « la jeunesse » « à gauche ». L'usage et la propagation des « idées de Mai » sont alors favorisés par l'action des entrepreneurs politiques d'extrême gauche ; cependant partout où des groupes militants sont présents, ils rencontrent des agents déjà susceptibles de les entendre et qui sont comme préajustés, par leurs dispositions contestataires et par leur connaissance d'une « vulgate marxiste »³, aux offres politiques d'extrême gauche⁴. La période suivant immédiatement les événements de Mai 68 est donc caractérisée par la forte valorisation des attitudes critiques ou militantes⁵. Si tous les lycéens ne sont pas prêts à assumer les coûts du militantisme – en particulier ses conséquences scolaires à court ou long terme – les pratiques militantes lycéennes sont perçues positivement même par les élèves sans engagement. Dans les

1. Nous utiliserons ci-dessous des extraits d'entretiens de plusieurs membres fondateurs de SOS réalisés entre 1990 et 1994. Parmi les militants les plus âgés qui fondent SOS-Racisme autour de Julien Dray, nous avons interrogé Didier François, Laurence Rossignol, Bernard Pignerol, Harlem Désir, Éric Montès, Arnold Stassiné, Isabelle Thomas, Thaima Samman, Patrice Laveau, Pascal Aubert, Christophe Monnet.

2. Il faudrait étudier plus précisément la pyramide des âges des militants des organisations trotskistes entre 1945 et 1990 pour montrer comment les événements de Mai 68 ont entraîné un afflux de jeunes militants dans des structures qui étaient auparavant beaucoup plus restreintes et pourvues d'une toute autre répartition entre les âges. Selon Pierre Turpin, les trotskistes lambertistes autour de Pierre Boussel étaient moins de 200 au début des années 1960 et plus de 4500 en 1980. Cf. Pierre Turpin, *Les révolutionnaires...*, *op. cit.*

3. Cf. Gérard Mauger, « Gauchisme, contre-culture et néo-libéralisme : pour une histoire de la "génération de Mai 68" », dans Jacques Chevallier (dir.), *L'identité politique*, Paris, PUF, 1994, p. 206-226.

4. Cf. Daniel Bertaux, Danièle Linhart, Béatrice Le Wita, « Mai 68 et la formation de générations politiques en France », *Le Mouvement social*, 143, avril-juin 1988, p. 75-89, André Staphane, *L'univers contestationnaire*, Paris, Payot, 1969 et également Pascal Ory, *L'entre-deux-mai. Histoire culturelle de la France Mai 1968-mai 1981*, Paris, Le Seuil, 1983.

5. Sur l'attrait de ce que Gérard Mauger appelle le « style gauchiste » sur les « aspirants intellectuels », cf. Gérard Mauger, « Gauchisme, contre-culture et néo-libéralisme... », *op. cit.*

La professionnalisation politique des fondateurs de SOS-Racisme

établissements secondaires urbains, il apparaît alors justifié de contester la hiérarchie administrative et la discipline mais aussi de s'interroger sur des « questions de société », sur les inégalités sociales, sur « la Révolution », le Tiers Monde, le « capitalisme », etc.¹. Les différentes grèves lycéennes et étudiantes survenues entre 1968 et 1979 (« l'affaire Guiot », la circulaire Guichard, la Loi Debré en 1973, la réforme Fontanet, la réforme Haby en 1976, la réforme Saunié-Seité en 1979) sont l'expression de cette humeur contestataire de la jeunesse mais elles constituent également des moments de propagation des thèmes et des attitudes militantes. La diffusion de la « geste de Mai 68 » en tant que répertoire de postures critiques exemplaires va significativement influencer sur les représentations politiques des lycéens, sur les schèmes d'interprétation de la réalité sociale qu'ils seront en mesure de mettre en œuvre et sur les comportements militants qu'ils pourront adopter durant toute la décennie suivante². C'est donc dans une configuration politique et scolaire favorisant l'engagement que s'effectue l'entrée de Julien Dray et des futurs fondateurs de la Gauche socialiste dans la carrière militante alors qu'ils sont encore au collège ou dans les premières classes du lycée.

« *Laurence Rossignol* : Oui, je suis engagée depuis longtemps... J'ai commencé à faire de la politique en 1973 [à 14 ans] au moment de la Loi Debré..., mais j'étais collégienne à l'époque. Donc après, il y a un parcours lycéen et puis il y a la grève contre Saunié-Seité en 1979. »³

« *Didier François* : Je suis rentré en contact avec la Ligue sur mon lycée. Parce que j'étais jeune, très jeune mais très agité. Je posais plein de questions, je voyais ce qui se passait. C'était au moment des mouvements étudiants contre la loi Debré [1973]... *Au départ, j'avais une fondation théorique extrêmement faible. De toute manière, je suis rentré à la Ligue non pas par trotskisme – je ne savais même pas ce que c'est que Trotski, je n'en avais rien à faire – mais parce j'étais plutôt guevariste si on doit se définir par rapport à quelque chose : parce que c'est la mythique révolutionnaire de l'époque, j'ai Guevara dans ma chambre, j'adore ça, le mythe guerrieriste, enfin c'est romantique, c'est super.* »⁴

La précocité de leurs premières actions militantes permet de discerner les logiques de leur engagement. La faible formation « théorique » des militants à leur entrée dans les mouvements d'extrême gauche – et, parmi eux, celle de Julien Dray, d'Harlem Désir ou de Didier François – montre qu'ils adhèrent moins à un programme idéologique précis qu'ils n'adoptent une posture contestataire et une patente de radicalité. L'analyse de l'entrée dans la carrière militante ne doit donc pas se faire à partir des seuls concepts de « conviction » ou « d'idéologie » comme le propose une socio-

1. Sur l'environnement idéologique et culturel des lycéens durant les années 1970, citons Gérard Vincent, *Le peuple lycéen. Enquête sur les élèves de l'enseignement secondaire*, Paris, Gallimard, 1974 ; Georges Jalade, *Et eux qu'en pensent-ils ? Lycéens et étudiants témoignent*, Paris, Éditions Georges Marguerite, 1973 ; Alain Touraine *et al.*, *Lutte étudiante*, Paris, Le Seuil, 1978 ; Janine Mossuz-Lavau, *Les jeunes et la gauche*, Paris, Presses de Sciences Po, 1979 ; Annick Percheron, « Se faire entendre : morale quotidienne et attitudes politiques des jeunes », dans Henri Mendras, *La sagesse et le désordre. France 1980*, Paris, Gallimard, 1980, p. 128-168.

2. Cf. Janine Mossuz-Lavau, *Les jeunes et la gauche*, *op. cit.*

3. Entretien avec Laurence Rossignol, 25 février 1998. Après avoir été conseiller technique sur les affaires sociales du groupe socialiste à l'Assemblée nationale et au cabinet du ministre de la Jeunesse et des Sports, elle est aujourd'hui conseillère régionale en Picardie et tête de liste socialiste aux élections municipale à Compiègne.

4. Entretien avec Didier François, 5 octobre 1992. Après avoir été journaliste au *Matin*, Didier François est entré à *Libération* en 1985 où il travaille encore.

logie du militantisme fondée sur une recherche individuée des motivations, ni même seulement par la recherche de particularités sociales génériques dans la trajectoire des acteurs permettant d'associer une classe d'expérience à un répertoire d'idées, mais plutôt en étudiant les logiques pratiques du processus d'engagement qui va confronter les dispositions acquises au cours d'une trajectoire à la fois singulière et socialement structurée aux situations générales et locales dans lesquelles ces dispositions sont appelées à jouer¹. La conjonction qui peut être constatée entre les fluctuations du militantisme et celles de la valorisation de l'engagement nous éclaire sur le processus qui va favoriser, à partir de 1968, l'investissement militant d'individus dotés de positions et de trajectoires hétérogènes². Les appartenances militantes radicales, comme l'usage des rhétoriques critiques, ne se généralisent que lorsque leur adoption représente un profit symbolique et relationnel pratique. Le prestige que les événements de Mai ont donné à la contestation politique de type gauchiste est nettement sensible dans l'augmentation des effectifs des groupes d'extrême gauche entre 1968 et 1973. La hausse conjoncturelle des effectifs militants lycéens ou étudiants durant les années qui suivent Mai 68 s'explique notamment par l'extension des arènes au sein desquelles l'usage des rhétoriques radicales se trouve socialement considéré. Il est dès lors logique que les organisations militantes se développent principalement dans les établissements où les lycéens appartiennent aux catégories sociales qui ont le plus de connaissances politiques et qui valorisent l'expression d'idées politiques personnelles et la participation à des mouvements partisans³.

« Laurence Rossignol : [En 1976] c'était encore les gauchistes qui tenaient le pavé dans les universités, on se partageait le monde entre l'OCI et la Ligue et puis d'un autre côté le PC. Du côté du PC, il y avait l'UNEF-renouveau, et de notre côté c'était la Ligue et l'OCI. Encore en 1985, l'Unef-Id c'est les lambertistes, la Ligue et nous. Alors en 1976 dans les facs, dans les lycées et dans les facs, ce qui faisait la vie politique ce n'était pas les militants du PS, c'était les militants d'extrême gauche. Dans les années 1970 il fallait plutôt être à l'extrême gauche qu'être au PS. Bon, il y avait le PC. Moi, les lycéens socialistes, je crois que je n'en ai pas connu. Moi je me souviens, j'étais aux Pétroleuses, j'étais au MLF, tout ça c'était le monde des gauchistes. On n'y trouvait pas beaucoup de socialistes. Les socialistes étaient dans Choisir. Le mouvement Choisir, c'était bien, mais c'était un truc de dames. Ça décoiffait pas tout à fait autant qu'on a envie que ça décoiffe quand on a vingt ans ou dix-sept ans et qu'on livre la bataille sur l'IVG. C'était beaucoup plus rigolo d'être gauchiste. Le PS, c'est pas qu'on avait quelque chose contre, moi j'avais rien contre, mais c'était pas rigolo (rire) ce

1. Bernard Lacroix, *L'utopie communautaire*, Paris, PUF, 1981, p. 158.

2. Tous les lycéens ou les étudiants ne sont cependant pas susceptibles de devenir militants. L'engagement politique touche d'abord ceux qui ont des trajectoires et des dispositions favorables – tradition familiale militante, compétence politique héritée, écart entre les ressources économiques et le capital culturel, trajectoire sociale ascendante menacée, confrontation à une situation de domination sociale, etc. –. La valorisation de l'action politique « de gauche » va accroître la probabilité de militantisme pour ceux qui y étaient disposés et rendre les postures militantes disponibles pour ceux qui, dans une autre configuration, auraient eu toutes les chances de ne pas avoir de pratiques politiques.

3. Cf. Mossuz-Lavau, *Les jeunes et la gauche*, op. cit. La composition sociale et l'implantation géographique des mouvements d'extrême gauche constituent un bon indicateur des logiques pratiques de l'entrée en militantisme. Le militantisme d'extrême gauche n'est pas une activité très fréquente dans les milieux populaires, même si la faveur dont il jouit favorise des phénomènes de « bonne volonté militante » ; cf. Gérard Mauger, « La politique des bandes », *Politix*, 14, 1991, p. 27-43.

La professionnalisation politique des fondateurs de SOS-Racisme

n'était pas là que ça se passait. Enfin, c'était en réalité là que ça se passait. La vraie réalité, c'est que c'était là que ça se passait. Des gens comme Julien ou moi, je ne vais pas dire qu'on regrette, mais si on était rentré au PS en 1977, ça aurait vraisemblablement changé beaucoup de choses dans la façon dont on a fait de la politique, et nos destins individuels. »

Lorsque les futurs fondateurs de SOS-Racisme entrent au lycée, l'engagement à l'extrême gauche constitue une activité certes minoritaire mais d'autant plus facilement adoptée par certains élèves que ces mouvements constituent des lieux de sociabilité actifs. Pratique considérée et distinctive en milieu lycéen, elle est aussi une activité ludique qui permet de se rassembler entre pairs face à tout ce qui est perçu comme une autorité (administration du lycée, corps professoral ou parents). Des dispositions vagues à la protestation ou à l'engagement – le refus des inégalités pour Julien Dray en seconde ou le « guévarisme » héroïsé de Didier François – peuvent, dans la configuration idéologique qui suit Mai 68, trouver à s'investir dans les organisations « gauchistes » présentes dans les lycées ou les universités. Parmi les lycéens et les étudiants pour qui les activités politiques constituent une source essentielle de reconnaissance et de prestige, certains vont intensifier leurs investissements dans le militantisme, passant d'une pratique ponctuelle à un engagement plus formalisé au sein d'une des marques organisationnelles de l'extrême gauche qui leur permettra une objectivation publique de leur statut de « militants ».

« *Harlem Désir* : Alors il y a eu quelques événements qui ont compté. Il y a eu des grèves lycéennes en 1973 déjà, mais là j'étais encore au collège, mais je me souviens qu'il y avait eu des gens qui étaient venus nous faire débrayer. Ma première manif, c'était aux alentours de 1973-1974. On n'était pas un lycée très en pointe sur le plan politique c'était plutôt Rodin dans le 13^e qui était en pointe, Gabriel Fauré un peu aussi, enfin surtout Rodin. Les gens de Montaigne venaient chez nous de temps en temps. Ils venaient nous ramasser comme toujours dans les grèves : *les premiers bahuts qui partent ont intérêt à élargir le mouvement et puis c'est leur gloire d'aller entraîner les autres*. Donc on voyait arriver des cortèges de lycéens. On y allait parce qu'il fallait y aller, c'est la moindre des choses, on faisait comme tout le monde... Ensuite ça marchait plutôt bien et alors, à ce moment-là, les gens comme moi qui étaient un peu des agitateurs spontanés non politiques on devenait des porte-parole de la grève, bon on s'adaptait au mouvement, mais on était inorganisés. »¹

La désaffection militante manifestée par les anciennes figures de Mai 68 (dont il faudrait étudier ce qu'elle doit aux possibilités de reclassement offertes par leur nouvelle notoriété) n'aura que peu d'effet sur le milieu politique particulier du militantisme à l'université qui restera dominé par l'extrême gauche bien au-delà de 1981. Issus de la vague militante lycéenne et étudiante des années 1970, les fondateurs de la Gauche socialiste vont, en prolongeant leurs études et en restant au sein du milieu militant de l'université, conserver durablement une orientation politique plus radicale que le champ politique oppositionnel « adulte ». Pris dans une activité politique intensive, Julien Dray et les animateurs du petit groupe formé autour de lui vont en venir à organiser leur vie autour de leur travail politique et syndical.

1. Entretien avec Harlem Désir, 16 février 1992, italiques ajoutées. Après avoir été président de SOS-Racisme et membre du Conseil économique et social, Harlem Désir a participé à la fondation d'un éphémère parti politique, le Mouvement, avant d'entrer au bureau national du parti socialiste. Il est aujourd'hui député européen.

LE MILITANTISME COMME STYLE DE VIE

Pour les militants des mouvements d'extrême gauche des années 1970, le militantisme n'est pas seulement une activité politique que l'on accomplirait par conviction ou devoir mais aussi un « style de vie »¹, une façon de vivre sa jeunesse pour des acteurs qui ne sont ni totalement engagés dans la compétition scolaire la plus rigoureuse ni plongés dans le monde du travail. Toutes leurs activités tendent à s'organiser autour de leur engagement politique qui structure ainsi progressivement leurs investissements scolaires et l'ensemble de leurs loisirs, de leur sociabilité, de leurs amours. Cette constitution des identités individuelles et des personnalités par les pratiques militantes collectives permet d'expliquer la persistance dans l'activisme politique d'individus pour qui ne plus « militer » est, sinon impensable, en tout cas suffisamment coûteux pour qu'ils cherchent à reculer au maximum cette échéance.

La trajectoire de Julien Dray est à cet égard exemplaire. Lycéen « ordinaire » au début des années 1970, il n'a pas de connaissances politiques particulières et n'est pas issu d'une famille engagée. C'est dans le cadre scolaire, notamment sous l'influence de certains professeurs et du contexte de valorisation de l'engagement propre à son lycée qu'il va mener des « actions politiques » à la frontière du loisir lycéen et du militantisme avant de rejoindre une organisation d'extrême gauche et de pouvoir arborer tous les signes de la radicalité militante. Ses activités politiques dans le lycée ne constituent en rien un indice de rupture avec le reste des élèves mais sont au contraire un moyen d'élargir ses contacts sociaux. L'animation du ciné-club du foyer dans laquelle il s'investit et les premières attitudes revendicatives adoptées dans son lycée représentent alors deux formes d'activités sociales également envisageables et disponibles pour un lycéen.

« *Julien Dray* : Durant les années 1970, j'étais lycéen à Noisy-le-Sec. Les lycées de banlieue n'avaient pas encore vécu de grandes agitations. Mai avait été vécu essentiellement par les parisiens... À la rentrée de 1970, en seconde, ma prof de français avait organisé des débats autour de l'origine du principe d'égalité. Grâce à quoi je m'étais découvert de gauche et volontariste, je refusais les principes établis mettant en cause l'égalité... Je discutais avec les profs, après les cours. Je traînais au café, le soir, je lisais les journaux, je suivais l'actualité comme on dit. Tout doucement nous avons formé un petit noyau dans le lycée, à trois copains que nous étions. Djamila, une beur – avant que le terme existe –, Paprocki – pas besoin d'affirmer ses origines grecques – et moi, le juif pied-noir. La politique, pour nous, durant des semaines, a consisté à animer le lycée... Nous avons pris en main le ciné-club. À partir de quoi s'alimentaient nos discussions politiques : sur l'anarchie, la société idéale. Y aidait Chabasseur, notre prof d'histoire – marqué par la guerre d'Espagne et la haine des structures de partis... Nous avons créé le foyer du lycée... Nous pouvons enfin nous y exprimer : débats, discussions, expositions. Et les boums. Il devient notre refuge. Le lieu de rendez-vous coutumier. À chaque interclasse du matin nous y affichons les journaux... Il n'est pas rare de nous y voir très tard... Progressivement je deviens militant lycéen. À la Ligue communiste, bien sûr, mais d'abord et surtout attaché au bahut. »²

1. Sur ce concept, cf. Pierre Bourdieu, *La distinction*, Paris, Éditions de Minuit, 1979, et Gérard Mauger, « Espace des styles de vie déviants des jeunes de milieux populaires », dans C. Baudelot, G. Mauger, *Jeunesses populaires. Les générations de la crise*, Paris, L'Harmattan, 1994, p. 347-384.

2. Julien Dray, *SOS génération*, Paris, Ramsay, 1987, p. 166-171.

La professionnalisation politique des fondateurs de SOS-Racisme

L'investissement de Julien Dray dans le militantisme à la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) ne fait donc que prendre le relais d'une implication forte dans la vie associative du lycée. L'entrée dans un groupe politique d'extrême gauche ne constitue alors qu'une des formes de grandissement de soi disponibles. Loin d'être vécu comme une activité ingrate, ennuyeuse ou stigmatisante comme ont pu le laisser penser les représentations du militantisme communes durant la décennie 1980, celui-ci constitue au contraire un cadre d'activités partiellement ludiques et attirantes. Mettre en évidence le prestige qui était, durant les années postérieures à 1968, celle de l'activité militante c'est aussi comprendre que cette valorisation particulière pouvait être engagée en pratique dans une multiplicité d'espaces sociaux – vis-à-vis de camarades non militants, vis-à-vis des parents et des professeurs ou encore à l'égard d'éventuels partenaires amoureux – pour engendrer des profits diversifiés et pas toujours liés à la destination strictement politique ou idéologique de l'entreprise partisane¹. Comme les élèves qui investissent les activités sociales de l'établissement scolaire, le militant lycéen « politisé » devient vite le point de mire des autres élèves, une personnalité locale².

« *Julien Dray* : [Oui le militantisme c'était notamment] une réaction à une certaine marginalisation dans laquelle j'étais quand j'étais jeune parce que j'étais en avance dans les classes, donc un peu rejeté par ceux qui redoublaient, etc., donc un peu persécuté, donc cette volonté de prouver par rapport à ceux qui me persécutaient. Le militantisme était un moyen de détenir un savoir et donc un certain pouvoir, c'est vrai, de devenir un leader par rapport à des gens qui ne m'ont jamais considéré comme tel. Bon, et puis des convictions... »³

« *Didier François* : Le militantisme à la Ligue, c'est une vision, une tentative de comprendre le monde de manière globale : les rapports sexuels, la libération des femmes, l'avortement, la contraception, le Tiers Monde, la répartition inégale des richesses, les camps staliniens, avec des revues théoriques sur le cinéma, les arts. Enfin, c'était la vie normale d'un jeune de cet âge-là, à cette époque-là. Plus les idéaux, la lutte après 68... C'était génial, je ne regrette rien du tout de cette époque-là. C'était génial, c'était une période, c'était une époque, ça nous permet-

1. Sur les rétributions diverses du militantisme au sein des organisations politiques, cf. Daniel Gaxie, « Économie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, 27 (1), février 1977, p. 123-154.

2. Il faudrait de surcroît faire une analyse plus précise de l'économie du prestige propre à l'espace lycéen, notamment les relations qui lient et opposent les élèves des « grandes classes » ou des « prépas » à ceux des « petites classes » ou du collège, les bons ou « trop » bons élèves aux lycéens moins impliqués dans les investissements scolaires, les enfants des couches sociales disposant d'un capital intellectuel impliquant l'intérêt pour la politique aux élèves des catégories sociales qui ne « s'intéressent pas à la politique », etc.

3. Entretien avec Julien Dray réalisé par Olivier Laurens, 16 juillet 1998. Dans ce texte nous n'avons pas, notamment faute de place, cherché à développer davantage les motivations plus « personnelles » qui peuvent conjointement être à l'origine de l'engagement militant : tradition politique familiale ou au contraire opposition aux parents, recherche d'une sociabilité de substitution après un déménagement ou un deuil amoureux, compensation à une marginalisation scolaire ou inversement investissement des élèves les plus en vue. Il ne s'agit nullement ici d'en nier l'existence mais seulement de montrer que des motivations multiples vont pouvoir conduire, dans une configuration de valorisation des pratiques militantes, à un engagement dans les marques politiques finalement peu nombreuses qui vont ensuite capter les investissements hétérogènes des agents pour transformer leur sociabilité, leurs intérêts à agir et, par conséquent, leur rapport au militantisme.

taît de réfléchir, de vivre, de manière totalement intense. On vivait 23 heures sur 24 et on dormait une heure. On lisait, on réfléchissait, on discutait, on avait des écoles de formation, on s'agitait, on faisait plein de trucs, c'était vraiment très vivant, c'était très bien. »

Si l'activisme politique est intensif, comme c'est généralement le cas dans des organisations comme la LCR et l'Unef-Id auxquelles ont appartenu les animateurs de Questions socialistes, le cercle de sociabilité tend à se confondre avec les personnes fréquentées au cours des activités politiques. L'endogamie existant au sein des organisations peut constituer un indicateur du degré de confusion entre la sphère « militante » et la sphère « privée » ou plutôt du niveau d'engagement des personnes dans le « style de vie » militant. Harlem Désir, Laurence Rossignol, Julien Dray, Éric Montès, Bernard Pignerol, Isabelle Thomas comme la plupart des animateurs de Questions socialistes ou de SOS-Racisme ont trouvé leurs conjoints successifs parmi les militants de l'Unef-Id, de SOS-Racisme ou du parti socialiste. Si l'activité militante intensive constitue pour ceux qui l'exercent un mode de vie particulier qui tend à se confondre avec leurs activités scolaires, leurs loisirs et leur vie amoureuse, abandonner le militantisme équivaut alors à une rupture non seulement avec l'ensemble des activités sociales et des réseaux de sociabilité antérieurs mais aussi avec le seul espace social dans lequel leur action et leur savoir-faire propres sont valorisés. La rupture avec le militantisme est d'autant plus douloureuse que les militants sont restés plus longtemps dans l'organisation et que les satisfactions offertes par l'activité politique leur sont plus nécessaires¹. Le maintien de l'activité syndicale étudiante de Julien Dray et des étudiants de la « PLUS »² entre 1981 et 1984 peut être notamment expliqué par la difficulté qu'ils ont d'abandonner les investissements militants qui leur permettent de se trouver sur le devant de la scène sociale de l'université.

RUPTURE AVEC LES ORGANISATIONS D'EXTRÊME GAUCHE ET POURSUITE DU SYNDICALISME ÉTUDIANT

Même au-delà de 1981, l'extrême gauche reste plus attirante pour les militants lycéens ou étudiants que le parti socialiste. L'Unef-Id demeurera jusqu'en 1986 dominée par les étudiants trotskistes du PCI face à la minorité de la LCR et au petit groupe socialiste animé par Julien Dray. Pour celui-ci et ses compagnons les plus proches, mais aussi pour le groupe de Jean-Claude Cambadélis, la rupture avec le gauchisme ne se produit pas entre 1974 et 1978 mais à partir de 1981. Aux révisions doctrinales que facilite l'arrivée du parti socialiste au pouvoir, s'ajoute l'accroissement des contraintes parti-

1. Lorsque les organisations proches du parti communiste pouvaient couvrir tous les aspects de la vie quotidienne de leurs membres les plus actifs, ceux-ci éprouvaient une certaine difficulté à quitter un milieu militant au sein duquel se déroulait l'ensemble de leurs relations sociales : rompre avec le parti c'était rompre avec tous ses amis et connaissances : cf. Bernard Pudal, *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de Sciences Po, 1989 et le récit de l'exclusion de Gérard Filoche, animateur de la tendance de la LCR dans laquelle milita Julien Dray : Gérard Filoche, 68-98, *histoire sans fin*, Paris, Flammarion, 1998, p. 33-44.

2. La « PLUS » est le nom de la tendance socialiste dans l'Unef-Id avant l'adhésion de Jean-Christophe Cambadélis au PS en 1986. Il s'agit de l'acronyme de « Pour l'unité syndicale ».

La professionnalisation politique des fondateurs de SOS-Racisme

sanées imposées par la direction de la LCR pour que ses militants s'engagent professionnellement dans la « sphère de la production ». Ces exigences nouvelles impliquent un danger de déclassement que l'accroissement du chômage menace de rendre durable. Le coût du renoncement de Julien Dray, de Didier François, d'Harlem Désir et de Laurence Rossignol aux cercles de sociabilité et aux réseaux qu'ils fréquentaient antérieurement est atténué par leur adhésion rapide à une autre organisation politique.

« *Laurence Rossignol* : À la Ligue dans les années 1980, il y a eu le tournant ouvrier¹. Alors le tournant ouvrier il fallait voir les mecs : quand on avait fait 5 ans d'études, après le bac, minimum, aller s'établir, il fallait vraiment être des fils de bourgeois. Donc moi, c'est une des raisons pour lesquelles je suis partie de la Ligue, entre autres. Oui, c'est le tournant ouvrier, et Julien pense un peu dans le même sens que moi. Parce que moi je pense que c'est un truc d'aristocrates et de petits bourgeois. Pour pouvoir dire à ses parents : "voilà vous me payez six ans d'études après le bac, je viens de finir ma thèse et puis maintenant je vais être ouvrière chez Renault", il ne faut pas avoir des parents qui ont misé sur l'école républicaine. Moi, je ne me voyais même pas rentrer chez moi et dire ça. Je ne me voyais même pas rentrer à la maison et dire à mes parents : "et bien voilà, je retourne trois générations en arrière, je retourne à l'usine (rire), j'arrête, j'interromps la chaîne de la promotion républicaine". »²

« *Pierre Raiman* : Il y a eu certainement après la victoire de Mitterrand, il y a eu en 1983-1984 – hémorragie, c'est un grand mot – mais il y a eu le départ de beaucoup de militants de la Ligue. Je pense que c'est en 84 après la déception qui s'est produite, quand au lieu d'avoir une radicalisation de la société, il y a eu en fait une montée de la droite. Parce que le militantisme c'est très fatigant, très dur. *À un moment, vous rentrez dans la vie, vous fondez une famille, il faut réussir... [...]* Au moment du "tournant ouvrier", la Ligue a envoyé plusieurs centaines de militants qui étaient auparavant les gens qui étaient les plus forts, ceux qui ont pris le plus de risques, les plus animateurs des mouvements de grèves, pour aller dans les entreprises. Moi, ça m'a usé à titre personnel, parce que ça c'était très dur... Pas par le boulot, mais c'était très dur pour une raison simple. Quand vous êtes dans un milieu étudiant, dans votre tête vous vous dites, moi je suis un révolutionnaire, mais quelque part, *votre logique professionnelle normale, en attendant que la Révolution arrive, c'est d'être prof, c'est d'être chercheur, c'est d'être journaliste, etc. Je pense que c'est très dur de devenir ouvrier.* Parce que un ouvrier, quand il a un peu de connaissances intellectuelles,

1. Il s'agit d'une orientation décidée lors du V^e congrès de la LCR en 1980. Cf. Pierre Turpin, *Les révolutionnaires...*, op. cit.

2. L'amodrissement du statut social et professionnel des « établis », ces militants, souvenu étudiants, qui partaient travailler en usine, n'est rendu possible et supportable que par le surcroît de prestige qu'il procure à des militants dont l'essentiel de la vie sociale se déroule au sein de l'organisation partisane. Que ces rétributions ou la valeur sociale accordée à l'engagement viennent à s'affaiblir, que les contraintes et les coûts de la nouvelle position professionnelle aient été par trop sous-estimés, que de nouvelles possibilités de promotion politique et sociale s'offrent aux militants – par exemple après l'accession de la gauche au Gouvernement – et le sacrifice social des militants peut devenir insupportable et déboucher sur un reclassement simultanément idéologique et professionnel. Cf., pour les établis maoïstes, Marnix Dressen, *De l'amphi à l'établi... Les étudiants maoïstes à l'usine (1967-1989)*, Paris, Belin, 2000, et *Les établis, la chaîne et le syndicat. Évolution des pratiques, mythes et croyances d'une population d'établis maoïstes 1968-1982, monographie d'une usine lyonnaise*, Paris, L'Harmattan, 2000.

la logique, c'est qu'il monte, c'est pas qu'il reste ouvrier. Donc, c'est très très dur de faire le contraire. »¹

L'adhésion de Julien Dray au parti socialiste s'accompagne de la prise en main de la « PLUS » et de l'entrée du groupe dans le Mouvement des jeunes socialistes (MJS). Le passage au parti socialiste et en particulier à ses mouvements de jeunes, constitue pour Julien Dray un moyen de ne pas renoncer à l'ensemble des ressources constituées durant le militantisme à la LCR. Quittant une tendance pour une autre en restant dans le même secteur militant, Julien Dray parvient à convertir en partie le capital de notoriété et le statut qui étaient les siens lorsqu'il dirigeait le secteur étudiant de la LCR. Pourtant au sein du syndicat étudiant, Julien Dray ne fait que passer d'une tendance minoritaire à une autre qui regroupe encore moins d'étudiants et ne contrôle que les sections Unef-Id de rares universités. Les quelques individus constituant le groupe Questions socialistes, Julien Dray, Didier François, Bernard Pignerol et Laurence Rossignol, animent donc entre 1981 et 1984 une fraction d'un syndicat étudiant contrôlé de façon écrasante par une majorité trotskiste lambertiste sans avoir aucune perspective de pouvoir en conquérant un jour la direction.

« *Laurence Rossignol* : Alors on prend la direction de la PLUS. [...] Parce que c'est compliqué : dans l'Unef-Id, les socialistes ont des liens avec Cambadélis qui est toujours à l'OCI mais en même temps ils ont besoin d'exister. Parce qu'avec Cambadélis, il faut se faire respecter parce que sinon il vous bouffe et donc avec nous ils avaient la capacité d'exister. »

UNE CARRIÈRE MILITANTE ENTRAVÉE AU SEIN DE L'UNEF-ID ET DU PARTI SOCIALISTE

En 1983-1984, les perspectives du groupe animé par Julien Dray sont d'autant plus mauvaises que Jean-Christophe Cambadélis et les militants trotskistes du PCI qui dominent le syndicalisme étudiant de 1980 à 1994 et dont les trajectoires politiques sont parallèles à celles des membres du groupe Questions socialistes sont alors en train de négocier avec le parti socialiste le ralliement de la plupart des étudiants du PCI dans l'Unef-Id – groupe qui sera nommé Convergences socialistes au moment de son départ du PCI² –. L'adhésion au parti socialiste et la prise de contrôle de la tendance PLUS avait permis à Julien Dray et aux membres du groupe Questions socialistes d'accroître les ressources qu'ils étaient susceptibles de maîtriser en utilisant le portefeuille de relations et les moyens matériels accordés par le parti au Gouvernement. Envisagée dès 1984, l'adhésion au PS de Jean-Christophe Cambadélis et de la tendance majoritaire de l'Unef-Id ferait passer Julien Dray du rang de principal animateur étudiant au parti socialiste, position dont on peut penser qu'elle procure des perspectives d'ascension et la possibilité de développer le groupe Questions socialistes, à celui de minoritaire au sein de la tendance socialiste de l'Unef-Id, simple président de la section de Villetaneuse.

1. Entretien avec Pierre Raiman, 24 août 1998, italiques ajoutées. Après avoir été conducteur de bus à la RATP pendant le « tournant ouvrier », Pierre Raiman est aujourd'hui PDG de la société d'édition de Cédéroms Montparnasse Multimédia qui a publié le cédérom à succès sur le musée du Louvre.

2. Sur la trajectoire politique de Jean-Christophe Cambadélis, cf. Pierre Turpin, *Les révolutionnaires...*, op. cit., p. 451-452, et Philippe Campinchi, *Les lambertistes. Un courant trotskiste français*, Paris, Balland, 2000, p. 168-175.

La professionnalisation politique des fondateurs de SOS-Racisme

« *Arnold Stassinnet* : Notre problème à l'époque, c'est qu'à un moment donné dans le parti, on dirigeait un secteur qui était une tendance de l'UNEF, la PLUS, prise entre la MNEF et les lambertistes qui à l'époque étaient déjà en train de négocier leur passage chez Jospin. » ¹

Engagés dans le syndicalisme universitaire depuis de longues années, Julien Dray et ses amis de Questions socialistes sont placés en 1984 dans une situation difficile : ils se trouvent minoritaires dans leur formation militante et leur travail syndical profite au niveau national à une organisation contrôlée et verrouillée par des rivaux politiques qui ne leur laissent que peu d'autonomie et de perspectives d'ascension. Mais si les perspectives du groupe de Julien Dray dans l'Unef-Id sont médiocres, elles ne sont pas meilleures au sein du parti socialiste dont les principaux responsables du secteur jeunesse craignent la progression des militants de Questions socialistes au sein du MJS en région parisienne, sur le modèle de ce qu'avait tenté de faire le CERES au milieu des années 1970.

« *Éric Montès* : Dès le début 1984 on a commencé à réfléchir à ce qu'on pouvait faire. On était déjà coincés nous, parce qu'on voulait faire un mouvement politique de jeunesse et que le parti socialiste refusait. » ²

« *Laurence Rossignol* : Alors après notre entrée au PS, il y a de vraies années de galère, oui il y a des vraies années de galère parce que nous, on est persuadé qu'on est des aigles : on était au Comité central de la Ligue, on est super formés politiquement... Donc on pense qu'on va nous dérouler le tapis rouge partout. En fait, le PS s'était passé de nous jusqu'en 1982, ils pouvaient encore bien se passer de nous, et puis ils avaient déjà le CERES au parti socialiste. »

Aussi bien à l'Unef-Id qu'au MJS ou au parti socialiste, les militants de Questions socialistes se heurtent à des obstacles qui ne leur semblent pas surmontables en restant dans le strict cadre des règles ordinaires de l'action au sein de ces organisations. Les chances de progression du groupe Questions socialistes dans le PS sont réduites dans une conjoncture routinière dans laquelle les règles de dévolution des postes de responsabilité dans le parti comme celles régissant l'accès aux candidatures électorales avantagent les courants les plus anciennement installés. Le militantisme minoritaire auquel les contraignent la direction de l'Unef-Id et celle du parti socialiste restreint leurs possibilités d'initiative politique et leur capacité à proposer des positions institutionnelles et des carrières à leurs cadres syndicaux et partisans. La comparaison des taux de renouvellement différentiels des militants de la majorité de l'Unef-Id ou du parti socialiste avec ceux des adhérents de leurs courants minoritaires montrerait que les contraintes propres au militantisme minoritaire dans une organisation politique rendent souvent plus difficiles le recrutement et la conservation des militants. La création de SOS-Racisme constituera pour ses fondateurs un moyen de résoudre les problèmes de croissance ou plutôt d'existence que leur pose leur position marginale au sein du

1. Entretien avec Arnold Stassinnet, 24 juin 1991. Après des études de droit interrompues en cours de DEA, Arnold Stassinnet deviendra l'attaché parlementaire de Julien Dray. Il est maintenant chargé de mission au secrétariat général de la Délégation interministérielle à la Ville et au développement social urbain (DIV).

2. Entretien avec Éric Montès, 14 décembre 1992. Après des études d'administrateur hospitalier, Éric Montès appartiendra aux cabinets de Jean-Louis Bianco alors ministre des Transports et de Bernard Tapie au ministère de la Ville qu'il suivra à Radical. Il est aujourd'hui secrétaire général adjoint du parti radical de gauche.

parti socialiste comme de l'Unef-Id. La nouvelle organisation leur permet d'apparaître personnellement sur le devant de la scène politique – c'est-à-dire d'accumuler vis-à-vis des leaders des courants majoritaires et des journalistes un capital de notoriété organisationnelle et individuelle qu'ils pourront ensuite valoriser au sein du PS – et de construire une structure militante autonome pour accroître les ressources politiques qu'ils contrôlent. À l'alternative classique de l'*Exit*, *Voice* et *Loyalty* se posant aux membres mécontents ou marginalisés d'une organisation, il faudrait ajouter une quatrième voie qui serait *Action*¹.

« *Éric Montès* : Dans l'Unef-Id, Julien Dray était le dernier arrivé des anciens par rapport à Le Guen, à Menoucci de Marseille, à Spidakis de la MNEF. Bon les gars, ils étaient tous les "fils d'un ministre" : alors Le Guen il était avec Cresson, Ménoucci avec Deffere, Bauer avec Rocard,... et Julien il était avec personne ; avec Trotski lui, voilà mais il était pas ministre en 1981. Donc lui il s'est rattrapé sur "on fait un mouvement syndical de masse". »

Ce serait toutefois opérer une reconstruction *a posteriori* abusive que de placer les possibilités nouvelles offertes aux fondateurs de SOS-Racisme par le succès de l'association antiraciste au principe de sa fondation et de soutenir qu'ils lancent le nouveau mouvement pour constituer un courant dans le parti socialiste. En réalité, puisque le succès n'était nullement assuré avant qu'il ne se confirme, les fondateurs étaient très loin de viser les possibilités de développement de leur tendance que la réussite leur a effectivement ouvertes. Ce que les entretiens dévoilent des stratégies du groupe Questions socialistes est en partie une reconstruction *a posteriori* qui perçoit le futur courant de la Gauche socialiste en germe dans le petit groupe qu'est alors Questions socialistes. La reconstitution *ex post* des ambitions à la hausse est induite par la réussite ultérieure : interrogés sur leurs motifs, les fondateurs de SOS-Racisme tendent à projeter dans le passé l'ambition de faire ce qu'ils ont réalisé. Les raisons du lancement de la nouvelle organisation antiraciste étaient sans doute beaucoup plus modestes et plus proches des besoins de survie politiques immédiats des militants de la PLUS. Sans doute Julien Dray et les militants de Questions socialistes recherchaient un renforcement de leur notoriété et de leurs ressources collectives dans le PS pour négocier au mieux une reconversion professionnelle dans les institutions contrôlées par le parti mais il s'agissait aussi pour eux en pratique de donner un projet mobilisateur à leur groupe.

« – Q. : *Comment vous sentez-vous dans le PS en 1984 ?*

Laurence Rossignol : [...] On piaffe, on est jeunes, on est disponibles... On piaffe, on a envie de faire des choses, et puis on n'arrive pas à trouver où les faire, et on s'ennuie, on s'emmerde dans le PS, oui on s'emmerde. On anime Questions socialistes, on a notre petit bulletin, on en vend 60 machins etc., mais on s'emmerde. »

Le but de la fondation du nouveau mouvement antiraciste n'est pas seulement de parvenir à se faire entendre dans le parti socialiste, ni même d'accumuler suffisamment de ressources pour y progresser. Il est en effet nécessaire d'échapper à la conception objectiviste d'un groupe militant stable existant indépendamment des actions qu'il

1. Cf. Albert Hirschmann, *Face au déclin des entreprises et des institutions*, Paris, Éditions ouvrières, 1972.

La professionnalisation politique des fondateurs de SOS-Racisme

entreprenant et capable de se projeter dans des initiatives qui resteraient sans liens avec sa composition. Au contraire les initiateurs du groupe ne parviennent à coaliser un certain nombre de militants et de moyens qu'en raison des actions qu'ils sont en mesure de proposer à leurs membres et à ceux pouvant s'y agréger. Si les activités militantes engendrées par la structure organisationnelle s'affaiblissent ou deviennent moins attractives, si les perspectives de progressions professionnelles ou militantes sont trop réduites, les membres auront moins de raisons de maintenir leur participation et la reproduction de l'organisation se fera moins facilement. Le groupe de Questions socialistes, minoritaire dans toutes les organisations auxquelles il appartient et peu susceptible d'y mener des initiatives capables de susciter les investissements militants d'un nombre croissant d'acteurs était sans doute condamné à disparaître sous l'effet de l'affaiblissement progressif des motivations au militantisme de ses membres les moins déterminés. En outre, la nature de l'activité d'une organisation n'est pas pour rien dans les caractéristiques de ceux qui y entrent : un groupe militant qui se contenterait de pratiquer un syndicalisme étudiant routinisé tendrait à recruter et à former des cadres ayant des caractéristiques assez éloignées de celles nécessaires à une diffusion de sa marque militante. Les animateurs de Questions socialistes ont alors besoin d'une structure dans laquelle ils seraient les maîtres d'œuvre, d'une part pour continuer à maintenir leur façade de groupe politique radical dans un PS gagné par la « culture de gouvernement », d'autre part pour entretenir leur organisation menacée de dilution dans le PS.

« – Q. : SOS, c'était la première fois depuis le MAS¹ que Julien Dray dirigeait une organisation ?

Laurence Rossignol : Oui.

– Q. : Est-ce que dans la décision de créer SOS-Racisme il y avait aussi la volonté de créer sa propre boutique ?

– R. : Oui... On a beau être jeunes, pleins de talents et diriger la PLUS on n'arrive pas, on ne passe pas... On a la certitude qu'on n'arrivera pas à s'imposer et à exister dans le parti socialiste uniquement par l'intérieur, donc qu'il faut passer par un rapport de force qui est créé sur l'extérieur... et donc oui qu'il faut créer son appareil. »

« Arnold Stassinot : On était inquiet de la montée du Front national et puis par l'absence de réaction du parti socialiste, pris qu'il était dans la spirale de la défaite après la bataille de l'école privée, etc. Le parti socialiste était désarmé. À l'époque, on apparaît comme étant du parti socialiste mais on n'a pas de possibilité de peser tant qu'on n'a pas atteint une certaine position hiérarchique dans l'appareil et que celle-ci soit appuyée par un dispositif, une armée de militants. Donc il fallait se constituer cet instrument d'intervention dans et sur le parti socialiste. C'était un peu la stratégie de pression à l'intérieur, pression à l'extérieur... On a constitué SOS-Racisme à partir surtout au début des réseaux qu'on avait acquis soit dans la jeunesse socialiste soit dans l'UNEF en particulier dans la tendance PLUS que moi j'avais animée une période. »

En 1984, quelle que puisse être l'ampleur de leurs différends avec la direction du PS, Julien Dray et les animateurs de la tendance PLUS ne sont pas en position de mener une initiative dirigée frontalement contre la politique du Gouvernement. C'est pourquoi ils décident d'investir un secteur dans lequel ils ne sont jusqu'alors jamais

1. Acronyme de Mouvement d'action syndical, organisation étudiante de la LCR ; cf. Alain Touraine et al., *Lutte étudiante*, op. cit.

intervenues et qui n'a pas de rapport direct avec les principaux sujets de désaccord qui les séparent des dirigeants du parti socialiste. En effet, la cause antiraciste au sein de laquelle les partis de gauche sont traditionnellement investis constituait un des rares secteurs dans lequel la création d'un mouvement de mobilisation ne pouvait pas être considérée comme une mise en cause du gouvernement de Laurent Fabius. Au contraire, la formation d'une organisation syndicale, d'un mouvement de chômeurs ou encore d'une mobilisation sur le logement aurait directement conduit à la mise en cause de la politique suivie par le gouvernement de gauche depuis quatre ans. L'antiracisme pour lequel un large consensus était susceptible de se faire « à gauche » permettait à la fois de mobiliser en faveur d'une cause « inattaquable », pour laquelle la gauche s'était plusieurs fois rassemblée depuis la guerre d'Algérie, mais qui, ne plaçant pas le Gouvernement en position d'accusé, autorisait la nouvelle association à solliciter son aide matérielle.

RECONVERSION PROFESSIONNELLE OU PROFESSIONNALISATION POLITIQUE

Le militantisme en milieu étudiant ou dans les organisations de jeunesse des partis présente la particularité de contraindre ses principaux animateurs à se retirer rapidement après avoir atteint le sommet de leurs organisations. Des carrières militantes ascensionnelles peuvent connaître une éclipse ou un arrêt définitif lorsque les individus ne parviennent pas à reconverter dans des organisations « adultes » les ressources acquises dans le militantisme de jeunesse. En outre se pose simultanément à ces militants la question de leur entrée sur le monde du travail que la prolongation de leurs études avait différée. En raison de la synchronisation des temporalités organisationnelles induite par Mai, la génération étudiante venue au militantisme après 1968 est confrontée à cette double exigence de reclassement à partir de 1981 dans une configuration politique marquée à la fois par les opportunités nouvelles apportées par la présence du parti socialiste au Gouvernement et par la transformation des thématiques et de l'offre politique de « la gauche » induite par le « tournant de la rigueur ». Il faut alors comprendre comment les opportunités offertes par cette configuration politique particulière s'articulent avec les contraintes et les rythmes des trajectoires individuelles de Julien Dray et des principaux dirigeants de Questions socialistes. Entrés à l'université entre 1973 et 1976, ils ont suivi des parcours universitaires parallèles largement consacrés à l'action politique¹. À partir de 1980, l'ancrage et l'inertie de leurs ressources politiques dans le secteur étudiant conduit les principaux animateurs du groupe Questions socialistes à étirer la durée de leurs études pour pou-

1. Si les fondateurs de Questions socialistes ont leur bac sans difficulté, c'est dans des lycées de province ou de la banlieue parisienne et aucun d'entre eux n'est en mesure de faire une classe préparatoire ou une grande école. Ils sont pour la plupart issus de familles de la petite bourgeoisie scolaire, formée essentiellement de cadres du secteur public ayant plus de ressources culturelles qu'économiques (le père de Julien Dray comme celui d'Harlem Désir est instituteur, le père de Laurence Rossignol est cadre dans le secteur privé mais une grande partie de sa famille est composée d'instituteurs) pour lesquels il va de soi que leurs enfants doivent faire des études supérieures mais qui ne sont pas susceptibles de les engager dans la compétition scolaire la plus aiguë pour l'accès aux meilleures filières professionnelles. Si Julien Dray et ses amis sont disponibles pour le militantisme c'est parce qu'ils ne sont pas entièrement investis par un projet familial d'ascension sociale.

La professionnalisation politique des fondateurs de SOS-Racisme

voir maintenir leurs investissements militants dans l'université. Vers 1983, il devient cependant difficile aux étudiants les plus âgés, ceux venus à l'action politique dans l'immédiat après-Mai, pour des raisons de crédibilité mais aussi des raisons financières de continuer le militantisme dans le milieu étudiant. Se pose à eux la question de leur entrée dans la vie professionnelle comme celle de la poursuite de leurs activités militantes.

« *Laurence Rossignol* : Julien au début de ses études ne traîne pas, il fait ses premières années jusqu'à son DEA selon un parcours extrêmement normal, c'est après, quand il a fini qu'il commence à traîner...

– Q. : *Oui parce que lui il va achever ses études vers... ?*

– R. : *Il les a achevées quand ? (rire). »*

« *Didier François* : *Moi je reste à Paris I parce que mon syndicat voulait que je sois là, donc à chaque fois que je finissais des études je me réinscrivais dans une autre matière. Je n'étais pas beaucoup aux TD ou aux cours mais comme je passais les examens à la fin de l'année et quand même en fac c'est pas très compliqué, ça fait beaucoup de diplômés, mais ça ne veut pas dire grand chose. J'ai donc fait d'abord philo avec Harlem, ensuite histoire, puis DEA de géographie de Paris avec de la géostratégie et relations internationales, avec une option de défense, ensuite j'ai travaillé pendant deux ans comme assistant de recherche à l'INSED, l'Institut national supérieur d'études de défense de Paris I qui travaille pour des contrats de recherche pour le ministère de la Défense, la FEDN, fondation d'études de défense, et ensuite journaliste au *Matin* en 1985, puis court passage à l'ACP, et enfin *Libération*. »*

En 1983, Julien Dray et les principaux animateurs de Questions socialistes ne suivent plus d'études depuis plusieurs années et militent à plein temps. Cependant, les emplois à temps partiel auxquels la conciliation des nécessités économiques et des investissements militants conduit les militants de la PLUS ne peuvent se prolonger plus de quelques années sans mettre en danger leur statut social et les possibilités de reclassement professionnel ultérieures¹. Les positions institutionnelles et politiques peu importantes atteintes au sein du PS et de l'Unef-Id ne peuvent alors garantir que le reclassement professionnel des anciens militants s'effectuera à un niveau satisfaisant dans les cabinets ministériels, les institutions dépendantes du Gouvernement ou même les structures para-militantes proches du secteur jeunesse du PS (MNEF, IRAM, EFIC, etc.)². Entre 1983 et 1985, la plupart d'entre eux auront achevé leurs études, ou plus exactement, les ayant souvent achevées depuis quelques années, ils ne pourront plus sérieusement affirmer qu'ils les poursuivent encore.

1. Cf. Pierre Bourdieu, « Classement, déclassement, reclassement », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 24, 1978, p. 2-22.

2. Il est nécessaire d'analyser en parallèle les trajectoires des membres de Questions socialistes et les stratégies de reconversion professionnelle des proches de Jean-Christophe Cambadélis au sein de la MNEF, des assurances IRAM (Marc Rozenblatt), de l'imprimerie EFIC (Philippe Plantagenest), de l'entreprise d'aménagement des campus Interfaces (Bernard Rayard) ou d'autres organisations du secteur para-étudiant investies parallèlement au rapprochement de Jean-Christophe Cambadélis avec le PS (cf. l'enquête de Nathaniel Herzberg, « MNEF, histoire d'une génération », *Le Monde*, 9, 10 et 13 décembre 1999). Les membres de Questions socialistes, minoritaires à l'Unef-Id, ne reçoivent que de rares positions secondaires à la MNEF et dans ses filiales. Cf. aussi Éric Decouty, *Les scandales de la MNEF*, Neuilly, Michel Lafon, 2000.

Philippe Juhem

« *Éric Montès* : Moi j'étais tout seul à l'école de la santé publique, j'ai fait l'école de la santé publique à Rennes. En 1985-1986, je ne suis plus étudiant, je suis déjà directeur d'hosto. »

« *Laurence Rossignol* : Ben, j'ai passé le bac en 1976, j'ai fait mon DEA en 1981 : je suis d'une génération de militants qui considéraient qu'il fallait militer et avoir ses examens tous les ans. Je fais un DEA jusqu'en 1981, je m'inscris en thèse, que je ne fais pas plus que Julien. À ce moment-là je suis chargée de TD à la fac de Paris I, en troisième cycle de droit commercial, je travaille comme journaliste juridique à *La Vie ouvrière*, la revue de la CGT, et puis après pour quelques mois je travaille pour la PLUS, trois-quatre mois pendant lesquels je continue de donner des cours en fac. Après, vers mai 1983, je travaille avec *Joxe*, au groupe socialiste. »

« *Bernard Pignerol* : J'ai aussi beaucoup assumé de cours, de travaux de recherche, j'ai vécu longtemps de travaux de recherche dans un centre de recherche qui s'appelle le CREI, Centre de recherche en économie industrielle, qui est à Paris 13, à Villetaneuse encore... Et donc j'ai été assistant parlementaire un an. *J'ai aussi été à l'Ofpra, l'office de protection des réfugiés* en 1983, où j'étais l'adjoint du directeur du contentieux de l'Ofpra et j'ai été directeur de cabinet d'un député-maire pendant deux ans ce qui m'a appris le fonctionnement d'une commune et d'un appareil politique traditionnel. »¹

Puisque le groupe Questions socialistes est alors incapable de donner une position professionnelle à ses principaux cadres, ceux-ci sont amenés soit à chercher un travail et abandonner le militantisme, soit à profiter des relations qu'ils ont au sein du groupe PS pour trouver un emploi de conseiller technique à la frontière du marché de l'emploi et du militantisme. Julien Dray est alors chargé de cours à l'université de Villetaneuse, mais l'état d'avancement de sa thèse ne lui permet pas d'envisager une reconversion dans l'enseignement supérieur. Le niveau des postes qu'ils sont en mesure de solliciter est corrélé aux ressources politiques et au capital relationnel que les militants de Questions socialistes ont constitué dans le parti socialiste depuis 1981. À l'issue d'une dizaine d'années de militantisme étudiant, les membres du groupe se trouvent trop peu diplômés pour accéder à un poste professionnel pleinement satisfaisant en regard de leurs niveaux de responsabilité antérieurs sans avoir suffisamment de ressources partisans pour obtenir une position honorable, élective ou salariée, de professionnel de la politique au sein du PS. L'intégration de Bernard Pignerol et de Laurence Rossignol à des structures institutionnelles contrôlées par le PS menace cependant de dissoudre l'originalité du groupe et affaiblit leur disponibilité pour l'action militante. Il semble alors probable que si Questions socialistes n'est pas assez vite susceptible de leur proposer des positions politiques et professionnelles plus importantes, les militants intégrés à des cabinets liés au courant majoritaire du PS finiront par s'éloigner de leur groupe d'origine.

La fondation d'une nouvelle organisation antiraciste est donc aussi une façon de retarder l'abandon du militantisme collectif pour le groupe de la tendance PLUS de l'Unef-Id et de Questions socialistes. Julien Dray aurait sans doute la possibilité

1. Entretien avec Bernard Pignerol, 28 janvier 1991, italiques ajoutées. Après avoir été assistant parlementaire de Julien Dray et permanent à SOS-Racisme, Bernard Pignerol a repris des études pour entrer à l'ÉNA à près de 35 ans. Il est aujourd'hui auditeur au Conseil d'État. Si le dénouement scolaire est heureux, l'interruption pendant plusieurs années du parcours universitaire de Bernard Pignerol le rendait hautement improbable.

La professionnalisation politique des fondateurs de SOS-Racisme

d'obtenir un poste technique dans les réseaux institutionnels du parti socialiste. Ce serait toutefois pour lui hypothéquer ses chances de convertir sa position de leader de la tendance socialiste de l'Unef-Id à son cours le plus haut en position de responsabilité au sein du parti socialiste. Julien Dray est en quelque sorte tenu par son statut de leader étudiant : arrêter le militantisme ou se reconverter professionnellement dans un poste technique, ce serait abandonner sa position sociale de cadre dirigeant. En fondant SOS, il démontre ses capacités d'organisateur et d'animateur et fait le pari que la réussite de la nouvelle association lui permettra de négocier favorablement sa reconversion professionnelle à l'intérieur du PS. La fondation de SOS-Racisme permet enfin de ressouder une équipe militante que la recherche individuelle d'une position professionnelle et d'une vie personnelle commençait à distendre.

Si la tendance PLUS de l'Unef-Id décide en 1984 de fonder un mouvement extérieur à son secteur d'intervention traditionnel – l'université – c'est avant tout parce que ses principaux dirigeants sont « en limite d'âge ». De jeunes militants auraient sans doute pu prendre le relais et constituer un nouveau mouvement s'adressant aux étudiants. Cette solution n'est pas retenue par Julien Dray et les militants les plus anciens parce qu'une telle structure ne leur procurerait pas de position militante et professionnelle. Il apparaît donc que l'une des caractéristiques fondamentales que devait alors comporter la nouvelle organisation était précisément de permettre aux « vieux » étudiants de la PLUS de poursuivre leur activité militante, si possible en étant rémunérés, dans une structure adulte indépendante de l'Unef-Id et du parti socialiste que les fondateurs contrôlèrent en propre. L'antiracisme, qui avait connu en 1983 un spectaculaire regain d'intérêt journalistique et militant avec la marche des beurs, constituait une cause en faveur de laquelle les fondateurs de SOS-Racisme étaient certains de rencontrer le soutien des militants et des appareils des partis de gauche, mais qui ne pourrait leur imposer ultérieurement une limite d'âge comme les mouvements de jeunesse. Si la décision d'investir le secteur antiraciste est prise sur la base d'un raisonnement d'opportunité tenant compte des contraintes de la configuration politique, il s'agit aussi d'une réponse aux nécessités – d'une certaine façon indicibles et forcément refoulées dans l'univers militant – d'un reclassement politique et professionnel en dehors du syndicalisme étudiant. Une telle démarche n'est donc que partiellement stratégique et réflexive. On pourrait montrer de même que l'adhésion au parti socialiste de Jean-Christophe Cambadélis et des militants de la tendance lambertiste du PCI se produit lorsqu'ils se trouvent placés devant la perspective de quitter le milieu militant étudiant et d'entrer sur le marché du travail. Les contraintes du reclassement professionnel de ses animateurs aboutissent à la réorientation des intérêts politiques du groupe. Les perspectives de reclassement professionnel qu'offre le PS aux principaux dirigeants de la tendance majoritaire de l'Unef-Id sont évidemment bien supérieures à celles que permet la fidélité au PCI. Il n'est donc pas étonnant que ce soit précisément les militants les plus jeunes du PCI ou de la LCR qui soient conduits à quitter leur mouvement puisque, pour les militants adultes ayant une position professionnelle établie, la question du reclassement et des perspectives de carrière ouvertes par le parti socialiste ne se présente pas de la même façon.

« Thaima Samman : Et en 1984 on a commencé à avoir une réflexion collective sur la possibilité d'intervenir au niveau social sur un autre créneau que celui des étudiants directement, on a essayé de regarder s'il y avait une possibilité de

mobiliser les jeunes sur la question du racisme, avec la montée du Front national. »¹

« Bernard Pigneron : À partir de ce moment-là la réflexion a porté – de manière un peu abstraite au départ – sur : “*quel champ politique, quel champ d’activité pour des jeunes plutôt engagés à gauche, plutôt engagés du côté des valeurs humaines, des valeurs d’humanisme – mais plutôt à gauche quand même malgré tout – quel champ d’activité politique pouvait-on investir ?*” Les universités, ce n’était plus possible d’abord parce qu’on était en limite d’âge, et puis parce qu’après la grève de 1983 et un certain nombre de choses, ça semblait très compliqué. Donc c’est une analyse de la situation, une analyse de ce qui se passait dans la jeunesse issue de l’immigration à l’époque qui nous a amenés progressivement à conceptualiser SOS-Racisme. »

RESSOURCES MILITANTES ET DISPOSITIONS ENTREPRENEURIALES

Alors que beaucoup d’anciens militants d’extrême gauche rompent avec leur organisation individuellement et par conséquent sans avoir les moyens d’envisager la constitution d’une entreprise politique, Julien Dray, Jean-Christophe Cambadélis et les militants qui les entourent pourront à tout moment de leur trajectoire s’appuyer sur des effectifs militants sans doute restreints et fluctuants mais qui leur permettent d’envisager un projet collectif et une reconversion organisée au sein du champ politique. Ces ressources collectives sont à l’origine de leur capacité à maintenir leurs investissements militants et à infléchir le cours de leur trajectoire politique. Alors que Julien Dray et le groupe Questions socialistes semblaient en 1984 privés de perspectives de progression, le succès de SOS-Racisme va radicalement transformer leurs moyens d’action et leur carrière militante. Nous avons déjà identifié les caractéristiques des membres du groupe Questions socialistes qui, au contraire des propriétés des animateurs de Convergences socialistes, favorisaient la conception d’une entreprise militante nouvelle : position minoritaire dans leurs organisations, âge bientôt trop élevé pour le militantisme étudiant et perspectives de reconversion professionnelle incertaines. Mais il leur fallait posséder également les dispositions et les capacités entrepreneuriales ainsi que les ressources et les appuis permettant d’envisager la création d’une nouvelle association antiraciste et de la mener à bien. Le groupe qui fonde SOS-Racisme s’appuie sur un savoir-faire syndical en milieu étudiant établi. Cette connaissance du militantisme à l’université se double d’une expérience de la direction d’un syndicat étudiant puisque Julien Dray a dirigé le MAS jusqu’au congrès de réunification de l’Unef-Id en 1981. Ainsi le passage de Julien Dray et de quelques animateurs étudiants de la LCR à la tendance PLUS de l’Unef-Id peut s’apparenter au débauchage réalisé par une entreprise auprès des cadres particulièrement réputés d’une firme rivale.

« Arnold Stassinot : Le passage de Julien Dray à la tendance PLUS, c’est comme son passage au parti socialiste : c’est un *deal* qu’il y a eu entre certains socialistes

1. Entretien avec Thaima Samman, 1^{er} décembre 1992, italiques ajoutées. Après avoir été permanente de SOS-Racisme, Thaima Samman fut jusqu’en 1991 assistante parlementaire de Claude Bartolone, alors député de Seine-Saint-Denis. Elle est aujourd’hui avocate et membre du bureau exécutif du parti socialiste dans le Val-d’Oise.

La professionnalisation politique des fondateurs de SOS-Racisme

de l'Unef, en particulier à l'époque il y avait Jean-Marie Le Guen, qui étaient à la recherche d'un animateur. Julien Dray a pris en charge l'animation de cette nouvelle tendance. »

« Laurence Rossignol : Alors on prend la direction de la PLUS parce qu'en terme de militants étudiants les socialistes, c'est pas grand chose. Nous on arrive avec un savoir-faire syndical, et puis une capacité à diriger. »

Si les responsables du secteur jeunesse du parti socialiste et en particulier Jean-Marie Le Guen ont souhaité que Julien Dray prenne la direction de la tendance PLUS, c'est parce qu'il possédait une expérience du militantisme et de la constitution d'une tendance nationale dans un syndicat étudiant qui faisait défaut à ceux qui animaient jusqu'alors la tendance socialiste de l'Unef-Id. Face aux autres organisations étudiantes gauchistes, les étudiants socialistes manquaient de cadres militants expérimentés permettant à la tendance PLUS de maintenir ou d'accroître ses positions. La « capacité à diriger » que Jean-Marie Le Guen attribue à Julien Dray est fondée sur un savoir-faire organisationnel mais aussi sur des qualités d'orateur et de mise en forme syndicale des discours politiques. C'est également une capacité à initier des campagnes dans les universités et des stratégies d'expansion dans l'Unef-Id. Ces savoir-faire sont liés à l'expérience organisationnelle des militants de Questions socialistes, à la LCR et au JCR, au MAS et à l'Unef-Id.

« Harlem Désir : Quand j'ai connu Julien, il était déjà une personnalité, entre guillemets, du mouvement étudiant organisé, puisqu'il était le responsable des étudiants de la LCR. Quand Julien est rentré dans le PS, il n'est pas rentré avec beaucoup de gens, mais il avait une position reconnue. Je veux dire il avait un certain climat de confiance avec Le Guen, Spidakis,... les socialistes qui donc contrôlaient la MNEF. Le Guen lui a confié d'une certaine façon la gestion de la représentation socialiste dans l'Unef. »

Ce qui différencie Julien Dray d'autres militants qui n'ont jamais été en position d'envisager la constitution d'un mouvement, c'est l'expérience de la direction d'un syndicat étudiant qui lui permet de se concevoir à la tête d'une organisation. Le fait d'avoir eu la responsabilité du Mouvement d'action syndicale avant 1980 lui donne à la fois la connaissance des modes de construction d'un appareil et aussi probablement le regret de la position de dirigeant d'une organisation que l'animation de la tendance socialiste de l'Unef-Id ne peut suffire à satisfaire. Les dispositions d'entrepreneur militant de Julien Dray sont donc le produit de l'expérience de la direction d'un appareil syndical mais aussi de la frustration qu'avait provoquée le recul de son statut entre 1980 et 1984. La comparaison des trajectoires conflictuelles de Julien Dray et Jean-Christophe Cambadélis montre les effets des différences de ressources et de dispositions qui peuvent exister entre eux. Le second a toujours appartenu à la tendance majoritaire de l'Unef-Id puisque l'Unef-Us qu'il dirige en 1980 gagne le congrès de réunification contre le MAS de Julien Dray. Jean-Christophe Cambadélis dirige donc déjà une organisation qui lui permet de lancer des campagnes dans les universités et dont la gestion absorbe une grande partie de son personnel militant et il dispose, grâce aux liens existant avec la direction de la MNEF, puis la direction jospiniste du PS, de possibilités de reconversions professionnelles privilégiées. Il n'est dès lors pas étonnant que les dispositions entrepreneuriales de Julien Dray aient été beaucoup plus fortes que celles des dirigeants de la majorité de l'Unef-Id qui, puisqu'ils animent une

organisation importante, n'ont pas à s'interroger sur la nécessité de constituer une autre structure militante. C'est précisément la disparité des ressources et des moyens organisationnels entre les membres de Convergences socialistes et ceux de Questions socialistes qui place ces derniers en position de pouvoir fonder une organisation nouvelle dont ils auraient le contrôle. Cependant un groupe qui ne disposerait d'aucune forme de moyens ne serait pas en position de tenter de fonder une nouvelle organisation. Ce qui caractérise les animateurs de la PLUS par rapport aux amis de Jean-Christophe Cambadélis, c'est justement cette position d'entre-deux, leur manque de pouvoir et d'initiative dans les organisations dans lesquelles ils militent mais simultanément suffisamment de ressources pour rendre la fondation d'une nouvelle organisation à la fois matériellement possible et intellectuellement pensable.

« *Harlem Désir* : Quand on a lancé SOS, on a bénéficié de tout ce travail qui avait été fait dans l'Unef depuis 1982, par exemple quand on a fait je me souviens de la première réunion qu'on a fait avec tous les copains qu'on a pu rassembler, qui étaient intéressés par le projet avant même de sortir la petite main, on était quand même cinquante, ce qui est quand même pas négligeable. Avoir déjà 50 personnes prêtes à se mobiliser sur une action militante, c'est pas mal. Bon en même temps, évidemment, c'est de dimension réduite. Et puis sur ces cinquante, il y en avait une quinzaine qui étaient vraiment prêts à militer de façon acharnée tous les jours. On était une cinquantaine aux premières réunions. »

Le groupe Questions socialistes construit donc une nouvelle structure associative qui correspond exactement aux savoir-faire dont ils disposent et aux ressources qu'ils peuvent mobiliser. Une initiative en provenance d'un groupe aussi restreint suppose qu'une dynamique propre au mouvement va suppléer aux insuffisances du nombre de ses fondateurs. C'est effectivement ce qui se passera dans le cas de SOS-Racisme. Mais une telle stratégie aurait pu « tout aussi bien » ne déboucher que sur plusieurs mois d'activisme infructueux. Cependant, peu de groupes politiques de jeunesse sont alors capables de disposer à la fois de l'aide du Gouvernement socialiste pour donner une ampleur nationale à leur action et de militants susceptibles de croire suffisamment à leurs orientations politiques et aux perspectives futures de la nouvelle association pour y militer intensivement, sans rémunération régulière et sans se préoccuper à court terme de leur carrière professionnelle. Outre le personnel militant qu'il pouvait mobiliser, Julien Dray disposait également du capital de relations constitué à partir de sa position de principal coordonnateur des étudiants du parti socialiste. Ce capital politique lui permettra d'obtenir le concours financier du Gouvernement et de l'Élysée pour faire concevoir et fabriquer les premiers lots de badges dès la fondation de la nouvelle association, avant même qu'elle ne rencontre le succès auprès des journalistes à partir de février 1985. Cette capacité à solliciter et à obtenir l'aide du parti socialiste et surtout du Gouvernement n'est alors accessible qu'à très peu d'acteurs ¹.

1. « *Jean-Louis Bianco* – C'est moi qui mets les fondateurs de SOS-Racisme en contact avec le publicitaire Jacques Pilhan. Je les mets en contact sur le thème : "Comment tu peux les aider, les conseiller en termes de mise en forme, de logo" » ; entretien avec Jean-Louis Bianco réalisé conjointement avec Olivier Laurens, 28 avril 1998.

LA CONSTITUTION D'UN CAPITAL POLITIQUE

Les trajectoires militantes de Julien Dray et du groupe Questions socialistes comme celles, parallèles, de Jean-Christophe Cambadélis et de Convergences socialistes peuvent se lire comme la construction progressive d'un capital politique à la fois individuel et collectif qui sera ultérieurement investi dans le parti socialiste. La constitution ou l'entretien de marques syndicales étudiantes (le MAS, l'Unef-Us puis l'Unef-Id) permet à ces groupes d'agréger des moyens matériels et humains qui seront ensuite redéployés dans d'autres secteurs et d'autres formations partisans. Cette construction organisationnelle s'accompagne de la formation de leaders, c'est-à-dire de réseaux de fidélités personnalisés, d'un capital de notoriété individuel et de l'acquisition de facultés personnelles incorporées au cours de la carrière militante – capacité à s'exprimer en public, assurance et maîtrise de soi, connaissance des thématiques politiques – qui rendront plus facile la conversion des ressources d'une organisation à l'autre. Ce processus d'accumulation organisationnelle nationale du capital politique diffère d'autres modes de constitution fondés sur la conquête et l'entretien d'une position électorale locale¹ ou encore sur l'accumulation de ressources scolaires prestigieuses (ÉNA et éventuellement l'appartenance à un grand corps) ultérieurement reconverties au sein des directions des entreprises partisans².

Les ressources initiales hétérogènes de ces groupes vont conduire à des stratégies militantes différentes. Jean-Christophe Cambadélis négociera le ralliement de son groupe en apportant au PS le contrôle du principal syndicat étudiant. Julien Dray entrera au parti socialiste avec des ressources beaucoup moins importantes et sera conduit à constituer une organisation externe au parti pour accroître ses moyens d'action. Le statut obtenu dépendra de la valeur de conversion que les dirigeants du parti socialiste accordent aux ressources qu'ils contrôlent et au poids politique que les actions de leurs organisations peuvent leur permettre d'acquérir³. La période de la cohabitation durant laquelle la direction de SOS-Racisme et celle de l'Unef-Id participent à plusieurs mouvements de mobilisation contre le gouvernement de Jacques Chirac – la campagne contre les « bavures » en 1986 et la campagne contre la réforme du code de la nationalité en 1987 pour SOS, le mouvement étudiant de décembre 1986 pour l'Unef-Id et, conjointement, la campagne électorale de François Mitterrand – permet à ces groupes de montrer leur efficacité militante et ainsi d'améliorer le taux de change de leurs ressources au sein du PS.

La réussite collective de ces réseaux peut se mesurer au nombre de leurs membres placés en position d'atteindre la professionnalisation politique. Cependant la faible territorialisation de leurs ressources leur rend difficile l'accès à la candidature à des positions électorales et limite le nombre des collectivités territoriales contrôlées – et donc des postes susceptibles d'être distribués. Le manque de positions disponibles entrave les investissements militants des cadres de ces groupes et conduit la plupart d'entre eux à des stratégies de reconversion professionnelle aboutissant à une sortie du militantisme. Enfin, dans le PS, on ne peut comprendre les prises de positions plus

1. Sur ce point, cf. Marc Abèles, *Jours tranquille en 89*, Paris, Odile Jacob, 1989.

2. Les trajectoires de Laurent Fabius ou de Lionel Jospin au parti socialiste, celles de Jacques Toubon et Alain Juppé au RPR, relèvent de ce mode particulier de constitution des ressources politiques.

3. Sur les contraintes et les logiques de la constitution d'un courant au sein du parti socialiste, cf. Frédéric Sawicki, « La structuration du parti socialiste », thèse de science politique, Paris I, 1997, p. 122-200.

Philippe Juhem

radicales des dirigeants de la Gauche socialiste ou même des anciens membres de Convergences socialistes sans analyser ce qui oppose le mode de constitution et la structuration de leurs ressources politiques (capital militant plutôt que scolaire, contrôle d'organisations sectorielles plutôt que territorialisées) à ceux de leurs concurrents des courants majoritaires. Le radicalisme relatif de leurs positions partisans apparaît ainsi induit par la nécessité de s'opposer à la fois aux possesseurs de positions notabillaires locales et aux détenteurs légitimes de l'expertise d'État, l'écart idéologique traduisant la distance sociale et la distance au pouvoir.

**

L'analyse de carrières militantes complètes, du lycée à la députation, permet de comprendre les contraintes successives qui s'imposent aux militants et qui structurent leur trajectoire. Pour les fondateurs de SOS-Racisme qui ont plus particulièrement retenu notre attention, la configuration politique ayant présidé à leur engagement et les logiques de valorisation de la radicalité propre au milieu lycéen et étudiant durant l'après-68 vont contribuer à orienter leurs investissements politiques vers l'extrême gauche. Julien Dray et le groupe Questions socialistes vont être ensuite confrontés aux difficultés particulières de la reconversion de leur capital politique au sein du parti socialiste. Si l'arrivée du PS au pouvoir correspond à l'ouverture de possibilités d'ascension nouvelles pour des militants étudiants, la concurrence existant entre les courants et leurs leaders impose une stricte adéquation entre les ressources politiques acquises et le niveau des positions partisans finalement obtenues. La reconversion de leur capital politique constitué dans les organisations d'extrême gauche est d'autant plus difficile qu'elle s'effectue à partir de 1983 dans l'urgence de la nécessité d'acquérir une position professionnelle honorable. Dans le cas de Julien Dray et du groupe Questions socialistes, ce reclassement était en train de s'effectuer à un niveau peu élevé lorsque le succès partiellement imprévu de SOS-Racisme a infléchi leur trajectoire militante et leur a permis d'accéder à des positions inespérées. Par-delà l'évolution des « choix » politiques des animateurs de Questions socialistes et de Convergences socialistes, nous voyons se dessiner la dynamique propre aux trajectoires militantes de la génération venue au militantisme dans l'après-68. Marquée par le radicalisme d'extrême gauche, elle a été confrontée à partir de 1981 à la transformation du contenu de l'offre politique de la gauche. Étant devenus militants alors que le chômage était peu élevé, ceux qui ont le plus sacrifié leur réussite scolaire aux nécessités du militantisme ont été confrontés à un reclassement délicat dans une période d'accroissement du chômage et de dévalorisation des ressources militantes. Leur évolution idéologique et leur action militante – notamment leur capacité entrepreneuriale – a donc été le produit des contraintes multiples que la configuration politique et la conjoncture professionnelle ont exercées sur eux.

Philippe Juhem a été ATER en science politique, Groupe d'analyse politique, université de Paris X-Nanterre. Il est actuellement chargé de cours à l'université de droit de Strasbourg. Il a consacré sa thèse de science politique à « SOS-Racisme. Histoire d'une mobilisation "apolitique". Contribution à l'analyse des transformations des représentations politiques après 1981 ». Il est l'auteur de « La participation des médias à l'émergence des mouvements sociaux : le cas de SOS-Racisme », *Réseaux*, 98 (17),

La professionnalisation politique des fondateurs de SOS-Racisme

1999, p. 121-152 et de « Civiliser la banlieue. Logiques et conditions d'efficacité des dispositifs de contrôle de la violence dans les quartiers populaires », *Revue française de science politique*, 50 (1), février 2000, p. 53-72. Un article intitulé « La logique du succès des énoncés humanitaires : un discours sans adversaires » paraîtra prochainement dans la revue *Mots*. Ses thèmes de recherche actuels portent sur la sociologie du débat politique et sur le pantouflage (9, rue Finkmatt, 67000 Strasbourg, <juhem@club-internet.fr>).

RÉSUMÉ/ABSTRACT

ENTREPRENDRE EN POLITIQUE. DE L'EXTRÊME GAUCHE AU PS : LA PROFESSIONNALISATION POLITIQUE DES FONDATEURS DE SOS-RACISME

En analysant les carrières militantes de Julien Dray et des fondateurs de SOS-Racisme, l'article cherche à comprendre les logiques de leur engagement initial au sein de la LCR puis celles de leur investissement dans des organisations étudiantes d'extrême gauche et enfin les raisons de leur entrée dans le parti socialiste. Le passage de l'extrême gauche au PS résulte, d'une part, de la nécessité d'acquiescer – pour une génération particulière de cadres politiques étudiants entrés en politique durant l'après-68 et dépassant les trente ans en 1983 – des positions professionnelles correspondant à leur statut militant, et, d'autre part, des opportunités de promotions et de reclassements ouverts par l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981. La carrière militante des membres de ces groupes apparaît alors comme une succession de reconversions indissociablement idéologiques et professionnelles qui s'imposent aux militants en fonction des espaces sociaux qu'ils investissent et des opportunités que leur procure chaque nouvelle étape du processus d'accumulation de ressources politiques.

BEING ACTIVE IN POLITICS. FROM THE EXTREME LEFT TO THE [FRENCH] SOCIALIST PARTY : THE POLITICAL PROFESSIONALISATION OF THE FOUNDERS OF SOS-RACISME

Through an analysis of the militant careers of Julien Dray and the founders of SOS-Racisme, the article seeks to account first for the logic of their initial commitment within the [Trotskyite] LCR [Ligue communiste révolutionnaire], then for their investment in extreme-left student organizations and finally for their reasons for joining the Socialist Party. Passage from the extreme-left to the Socialist Party was caused on the one hand by the need – for a specific generation of student political cadres who entered politics in the post-1968 era and were over the age of 30 in 1983 – to obtain professional positions corresponding to their militant status, and on the other hand, by opportunities for promotion and new affiliations opened up by the Left's accession to power in 1981. The militant careers of these groups' members appear as a succession of conversions, both ideological and professional, which militants had to undergo in relation to the social spaces which they entered and of the opportunities provided by each new step in the process of accumulation of political resources.